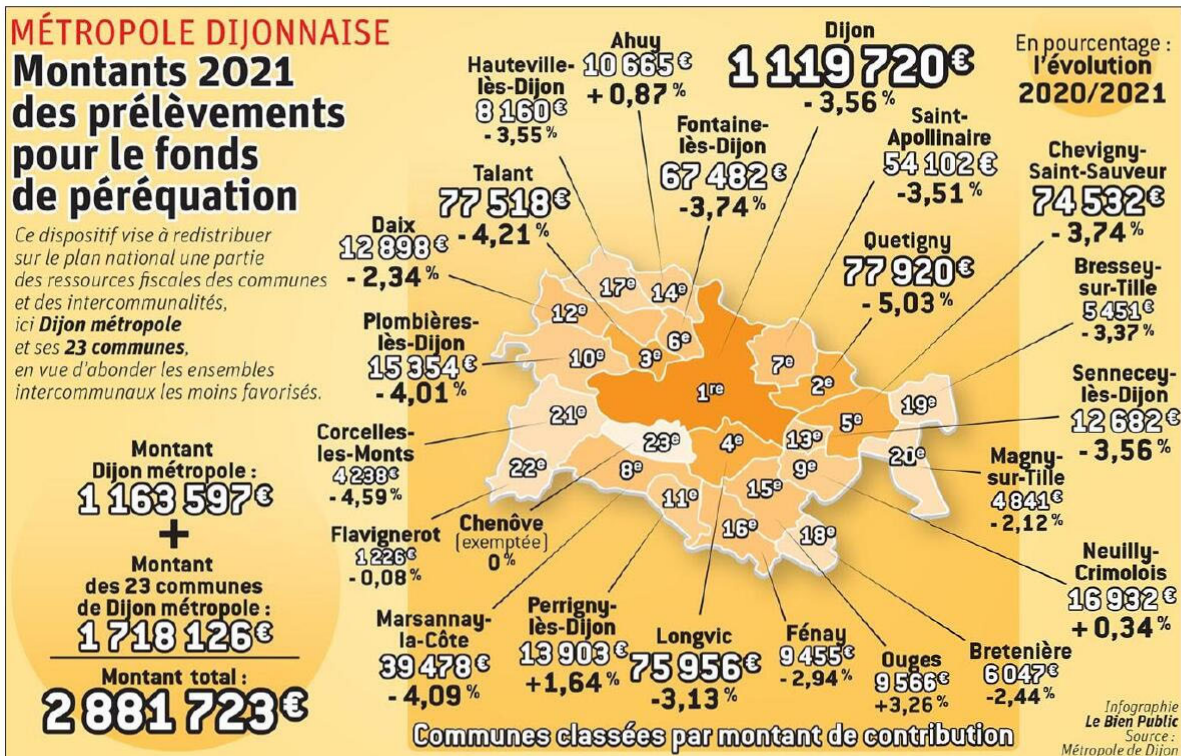


MÉTROPOLE DIJONNAISE

Le FPIC, ce dispositif qui « pique » des sous à la métropole et ses com



Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) : la répartition du prélèvement entre Dijon Métropole et les communes membres pour l'année 2021. Infographie LBP/Marc LIGER

Chaque année depuis 2012, la métropole et ses vingt-trois communes contribuent au Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FNPIC ou FPIC) qui aide les ensembles intercommunaux « moins favorisés ». Découvrez quelles communes versent le plus.

Depuis la mise en place du FPIC (lire par ailleurs), l'ensemble intercommunal de Dijon Métropole (l'établissement public de coopération intercommunale - EPCI - et ses vingt-trois communes) a toujours contribué, avec un maximum de 3 339 953 € atteint en 2017 et une progression fulgurante depuis 2012, où la con-

tribution n'était que de 184 084 €. Cette année, la somme atteint 2 881 723 € (soit + 7 347 € par rapport à 2020). Ainsi, entre 2012 et 2021, soit en neuf ans, la métropole et ses communes auront-elles versé la somme de 21 403 312 M€.

Et si Dijon Métropole fait toujours partie des ensembles intercommunaux contributeurs, c'est en raison de son « potentiel financier agrégé par habitant », lequel demeure supérieur à la moyenne nationale. Ainsi le PFIA par habitant de l'ensemble intercommunal de Dijon Métropole s'élève-t-il en 2021 à 663,46 € par habitant, alors que le PFIA par habitant moyen national est de 648,12 €. Cette année, le prélèvement de l'ensemble in-

tercommunal de Dijon Métropole augmente de 0,26 % (2 874 376 € en 2020).

La commune de Chenôve exemptée

Dans l'agglomération, toutes les communes participent à ce versement de solidarité nationale, sauf la Ville de Chenôve, seconde ville la plus peuplée de la métropole après Dijon : Chenôve bénéficie d'une exemption de contribution, compte tenu de sa situation de « commune pauvre » bénéficiaire de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU), l'une des trois dotations réservées par l'État aux « communes en difficulté ». Chenôve bénéficie ainsi

d'une prise en charge de 100 % de sa contribution par Dijon Métropole.

La répartition du prélèvement entre les communes s'effectue en fonction de la population et du potentiel financier

par habitant. Des hausses de contribution peuvent être observées quand la population, et ou le potentiel financier par habitant, augmente ; et inversement.

Anne-Françoise BAILLY

François Rebsamen : « Nous sommes considérés comme riches ! »

« Le FPIC qui nous pique beaucoup d'argent et depuis longtemps... On a une grosse péréquation. Il paraît que c'est parce qu'on est au-dessus de la moyenne nationale en richesse... », a lancé le président de Dijon Métropole François Rebsamen (PS), lors du dernier conseil métropolitain (le 30 septembre). Lors de cette séance, l'assemblée a validé le mode de prélèvement du FPIC pour l'année 2021, et le tableau de prélèvement individuel de Dijon Métropole et de chacune des vingt-trois communes contributrices (lire par ailleurs). « On est considéré comme riches et de plus en plus riches ! », commente François Rebsamen à propos du FPIC, pointant la hausse vertigineuse du prélèvement depuis 2012, tout en remarquant : « Sous Macron, ça a baissé, car on ne nous prend plus que 2 881 723 M€ ! ». Et de considérer encore : « Cette année, cela augmente de 0,26 %... Le problème, c'est qu'on ne sait pas à qui l'État reverse : c'est de la péréquation nationale ! ».



Photo archives LBP/Ph. BRUCHOT

La place de Quetigny qui interroge

Dans le classement des communes contributrices (lire par ailleurs), on peut s'interroger sur la place de la commune de Quetigny, juste derrière Dijon. Avec 77 920 € à payer en 2021, Quetigny, qui vient de passer sous la barre des 10 000 habitants, devance Talant et Chevigny-Saint-Sauveur... « Le mode de calcul repose sur le potentiel financier par habitant à hauteur de 75 % et le revenu par habitant à hauteur de 25 % » commente-t-on à la mairie de Quetigny. Or, si le revenu par habitant se trouve à Quetigny parmi les plus faibles de la métropole, le potentiel financier par habitant

figure parmi les plus élevés. Car celui-ci intègre historiquement la taxe professionnelle, donc les impôts économiques perçus aujourd'hui par Dijon Métropole (contribution économique territoriale), mais qui continuent d'être pris en compte dans le calcul du potentiel financier de la commune. Idem avec Longvic et le développement de sa zone d'activités... Dans le classement, on peut aussi observer l'importante contribution de localités considérées comme « riches de la métropole », à l'instar du village de Daix ou encore de la cité viticole de Marsannay-la-Côte.